



RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 Décembre 2024

MISSION LOCALE DIEPPE COTE D'ALBATRE

8, Avenue Normandie Sussex
76200 DIEPPE

N° SIRET : 325 722 957 00017

Thierry FÉMEL
Commissaire aux Comptes

2, rue de la République - 76200 DIEPPE

Tél : 02 35 86 78 78

Mail : cabinet.acf@sarlacf.fr



MISSION LOCALE DIEPPE COTE D'ALBATRE

8, Avenue Normandie Sussex

76200 DIEPPE

N° SIRET : 325 722 957 00017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

MISSION LOCALE DIEPPE COTE D'ALBATRE

8, Avenue Normandie Sussex
76200 DIEPPE

N° SIRET : 325 722 957 00017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association MISSION LOCALE DIEPPE COTE D'ALBATRE relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} Janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Nos contrôles opérés sur le cycle subvention, notamment par le rapprochement des conventions avec la comptabilité, le contrôle des fonds dédiés et les comptes de tiers en lien avec les subventions ont contribué à notre certification. Les contrôles du cycle des provisions et du cycle des achats n'ont pas mis en exergue d'anomalie.

Enfin, les mentions portées en annexe des comptes annuels aux paragraphes « Faits caractéristiques – Autres éléments significatifs », « Produits à recevoir » et « Provisions » explicitent au mieux les faits survenus au cours de l'exercice et permettent de parfaire l'information financière des comptes annuels.

Vérifications Spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.



Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;



- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dieppe,
Le 28 Avril 2025



SARL AUDIT CONSEILS FINANCES
Représentée par Thierry FÉMEL

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	5 400	5 400		1 095
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	359 599	280 950	78 649	76 796
Immob. en cours / Avances et acomptes	24 438		24 438	
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	400		400	400
Total I	389 837	286 350	103 487	78 291
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	498 289		498 289	395 793
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	862 101		862 101	974 920
Charges constatées d'avance	34 094		34 094	41 708
Total II	1 394 484		1 394 484	1 412 420
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 784 321	286 350	1 497 971	1 490 711

A. C. F.
Audit Conseils Finances



2 Rue de la République
76200 DIEPPE
02 35 86 78 78

Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	44 646	44 646
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	44 646	44 646
Autres réserves		
Report à nouveau	746 593	621 461
Excédent ou déficit de l'exercice	-26 810	125 132
Situation nette (sous-total)	764 430	791 239
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	764 430	791 239
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	430 261	432 023
Total II	430 261	432 023
PROVISIONS		
Provisions pour risques	76 683	19 594
Provisions pour charges		
Total III	76 683	19 594
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 617	101 021
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	139 095	133 792
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 219	1 386
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	26 667	11 655
Total IV	226 597	247 855
Ecarts de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 497 971	1 490 711

A.C.F.
Audit Conseils Financiers



2 Rue de la République
76200 DIEPPE
02 31 93 11 11

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
PRODUITS D'EXPLOITATION						
Cotisations						
Ventes de biens et de services			33 660		-33 660	-100,00
Ventes de biens						
Ventes de prestations services			33 660	1,60	-33 660	-100,00
Produits de tiers financeurs	2 104 677		2 068 459		36 218	1,75
Concours publics et subventions d'exploitation	2 104 677	100,00	2 068 459	98,40	36 218	1,75
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consom						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de ch	58 895	2,80	91 576	4,36	-32 681	-35,69
Utilisation des fonds dédiés	432 023	20,53	507 363	24,14	-75 340	-14,85
Autres produits	1		1			9,73
Total I	2 595 597	123,33	2 701 060	128,49	-105 463	-3,90
CHARGES D'EXPLOITATION						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	416 411	19,79	442 943	21,07	-26 531	-5,99
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	122 885	5,84	107 542	5,12	15 343	14,27
Salaires et traitements	1 170 668	55,62	1 153 985	54,90	16 683	1,45
Charges sociales	410 152	19,49	404 842	19,26	5 310	1,31
Dotations aux amortissements et aux dépréciati	25 892	1,23	25 290	1,20	601	2,38
Dotations aux provisions	57 089	2,71	19 594	0,93	37 495	191,36
Reports en fonds dédiés	430 261	20,44	432 023	20,55	-1 762	-0,41
Autres charges	3		138	0,01	-135	-97,97
Total II	2 633 360	125,12	2 586 356	123,04	47 004	1,82
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-37 763	-1,79	114 704	5,46	-152 467	-132,92
PRODUITS FINANCIERS						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'acti						
Autres intérêts et produits assimilés	10 422	0,50	10 568	0,50	-146	-1,38
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de						
Différences positives de change						
Produits nets / cessions de valeurs mob. de pla						
Total III	10 422	0,50	10 568	0,50	-146	-1,38
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amort., aux dépréciations et provi						
Intérêts et charges assililées						
Différences négatives de change						
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de pla						
Total IV						
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	10 422	0,50	10 568	0,50	-146	-1,38
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II)	-27 341	-1,30	125 271	5,96	-152 613	-121,83
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	2 437	0,12	3 377	0,16	-940	-27,84
Sur opérations en capital						
Reprises provisions, dép., et transferts de charg	2		63		-62	-97,38
Total V	2 439	0,12	3 440	0,16	-1 002	-29,11

Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion			1 605	0,08	-1 605	-100,00
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, aux dépréciations et provi						
Total VI			1 605	0,08	-1 605	-100,00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	2 439	0,12	1 835	0,09	603	32,87
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 907	0,09	1 975	0,09	-68	-3,44
Total des produits (I + III + V)	2 608 457	123,94	2 715 068	129,16	-106 611	-3,93
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VI	2 635 267	125,21	2 589 936	123,21	45 331	1,75
EXCEDENT OU DEFICIT	-26 810	-1,27	125 132	5,95	-151 941	-121,43
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NA						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLO						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL						

A. C. F.
Audit Conseils Financiers


2 Rue de la République
76200 DIEPPE
02 35 80 76 76

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : MISSION LOCALE DIEPPE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 1 497 971 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 26 810 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 25/03/2025 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

La Mission Locale de Dieppe a pour objectif de permettre à tous les jeunes de 16 à 25 ans de surmonter les difficultés qui font obstacle à leur insertion professionnelle et sociale. Entretenant des relations privilégiées avec France Travail, la Mission Locale de Dieppe s'appuie sur des dispositifs publics dans le but de développer un accompagnement global en direction des jeunes dans l'emploi, la formation, l'orientation, la mobilité, le logement, la santé, l'accès à la culture et aux loisirs.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur .

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

Au 31 décembre 2024, le solde des fonds dédiés s'élève à 430 260 euros et se décomposent comme suit :

- DREETS : Contrat Engagement Jeunes (CEJ) 2024-2025 : 405 650 euros
- Ville de Dieppe : soutien à la mobilité des jeunes : 172 euros
- FSE projet Profil o Top 2024 - Plateforme WEB : 24 438 euros

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	11 287		5 887	5 400
Immobilisations incorporelles	11 287		5 887	5 400
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 894		3 894	
- Installations générales, agencements aménagements divers	138 587	5 721		144 308
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	344 621	20 928	150 258	215 291
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				24 438
Immobilisations corporelles	487 101	26 649	154 152	384 037
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	400			400
Immobilisations financières	400			400
ACTIF IMMOBILISE	498 788	26 649	160 039	389 837

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		26 649		26 649
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		26 649		26 649
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	1			1
Scissions				
Mises hors service	5 886	154 152		160 038
Diminutions de l'exercice	5 887	154 152		160 039

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	10 192	1 095	5 887	5 400
Immobilisations incorporelles	10 192	1 095	5 887	5 400
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 894		3 894	
- Installations générales, agencements aménagements divers	94 686	7 778		102 465
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	311 725	17 018	150 258	178 485
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	410 305	24 797	154 152	280 950
ACTIF IMMOBILISE	420 497	25 892	160 039	286 350

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 532 783 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	400		400
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	498 289	498 289	
Charges constatées d'avance	34 094	34 094	
Total	532 783	532 383	400

Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

Produits à recevoir

	Montant
Divers : produits à recevoir	498 109
Total	498 109

Les produits à recevoir au 31.12.24 comprennent notamment :

- DREETS solde CEJ 2024-2025 : 182 825 euros
- FSE action "profil O top" 2024 : 101 946 euros
- FSE action "profil O top" 2023 : 91 867 euros
- FSE pôle bien être 2024 : 30 651 euros
- FSE pôle informations métiers 2024 : 33 381 euros
- Région pôle informations métiers 2024 : 22 083 euros
- Département fonctionnement 2024 : 13 600 euros
- Conseil Régional VAE 4ème trimestre 2024 : 9350 euros
- Taxe apprentissage 2024 : 3852 euros
- ARS bien dans sa tête 2024 : 2340 euros



Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	19 594	57 088			76 683
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	19 594	57 088			76 683
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		57 089			
Financières					
Exceptionnelles					

Des provisions pour risques et charges comptabilisées au cours des exercices antérieurs ont été maintenues au 31 décembre 2024 :

- Du FSE dans le cadre de l'action "Profil o'top" 2023 : 18 374 euros, représentant 20% de la subvention ;
- De la DIRECCTE dans le cadre du projet de parrainage : 1220 euros, représentant 16% de la subvention.

Des provisions pour risques et charges complémentaires ont été comptabilisées au 31 décembre 2024 dans le cadre d'un risque de reversement sur subventions reçues :

- Du FSE dans le cadre de l'action "Profil o'top" 2024 : 19 826 euros, représentant 20% de la subvention ;
- Du FSE dans le cadre de l'action "pôle bien être" 2024 : 7 627 euros, représentant 20% de la subvention ;
- Du FSE dans le cadre de l'action "Point information métiers" 2024 : 5 738 euros, représentant 20% de la subvention.

De plus, au titre de cet exercice et compte tenu du contexte national, l'association est susceptible de reverser 71 691 euros au titre du fonds de roulement. Compte tenu des perspectives de consommations de celui-ci au regard des pertes futures, il a été décidé de comptabiliser une provision pour risques à hauteur de 33% de l'éventuel remboursement, soit 23 897 euros.

Audit Conseils Finances



2 Rue de la République
76200 DIEPPE
02 35 89 76 78

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 226 597 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 617	48 617		
Dettes fiscales et sociales	139 095	139 095		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 219	12 219		
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	26 667	26 667		
Total	226 597	226 597		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs factures non parvenues	30 429
Fourn. immob. fact. non parvenues	12 219
Dettes prov. pour congés à payer	24 192
Personnel charges à payer	20 726
Ch soc / congés à payer	9 688
ETAT : CHARGES A PAYER	6 395
Total	103 649

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	34 094		
Total	34 094		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	26 667		
Total	26 667		

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		2 437
Autres produits		2
TOTAL		2 439

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en EURO
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagement Retraite	110 075
Autres engagements donnés	110 075
Total	110 075

-- Engagements de Retraite --

L'Association a conclu un contrat au titre des engagements de retraite avec le groupe MEDERIC.

Au 31 décembre 2024, le montant des droits acquis au titre du contrat s'élève à 78 582 euros.

Corrélativement, le montant des engagements calculés s'élève à 110 075 euros.

Les hypothèses suivantes ayant été retenues dans le cadre de ce calcul :

- Age de départ : 64 ans
- Revalorisation des salaires : 1%
- Turn over faible
- Taux d'actualisation : 3.40 %
- Table de Mortalité : INSEE 2017-2019

Andit Conseils Finances



2 Rue de la République
76200 DIEPPE
02 35 86 76 78

Autres informations

Engagements reçus

	Montant en EURO
Plafonds des découverts autorisés	
Avals et cautions	
Autres engagements reçus	
Legs nets à réaliser	
Total	

MISSION LOCALE DIEPPE COTE D'ALBATRE

8, Avenue Normandie Sussex

76200 DIEPPE

N° SIRET : 325 722 957 00017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 Décembre 2024

MISSION LOCALE DIEPPE COTE D'ALBATRE

8, Avenue Normandie Sussex

76200 DIEPPE

N° SIRET : 325 722 957 00017

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de

l'exercice clos le 31 Décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.


Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L.612-5 du Code de Commerce.

Fait à Dieppe
Le 28 Avril 2025



SARL AUDIT CONSEILS FINANCES
Représentée par Thierry FÉMEL